

**Convention collective**

IDCC : 9495. – **ÉTABLISSEMENTS PRODUCTEURS DE GRAINES  
DE SEMENCES POTAGÈRES ET FLORALES  
(MAINE-ET-LOIRE)  
(Ouvriers et employés)  
(24 septembre 1999)**

(Etendue par arrêté du 31 mars 2000,  
*Journal officiel* du 8 avril 2000)

■ *Journal officiel* du 17 janvier 2008

**Arrêté du 9 janvier 2008 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les établissements  
producteurs de graines de semences potagères et florales du  
département de Maine-et-Loire (n° 9495)**

NOR : AGRF0800671A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2000 portant extension de la convention collective de travail du 24 septembre 1999 concernant les établissements producteurs de graines de semences potagères et florales du département de Maine-et-Loire et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 16 novembre 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 15 septembre 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 11 du 16 novembre 2006 de la convention collective de travail du 24 septembre 1999 concernant les établissements producteurs de graines de semences potagères et florales du département de

Maine-et-Loire (ouvriers et employés) sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Le treizième alinéa de l'article 22 de la convention collective susvisée (Temps partiel modulé), du chapitre VIII (Emploi à temps partiel), du titre I<sup>er</sup> (Contrat de travail à temps partiel) tel que créé dans la convention collective précitée par l'avenant n° 11 susvisé est étendu sous réserve de l'application du quatorzième alinéa de l'article L. 212-4-6 du code du travail, qui prévoit un délai de sept jours pour la modification du contrat de travail du salarié en cas de dépassement de l'horaire moyen prévu au contrat.

Le huitième alinéa de l'article 28 de la convention collective susvisée (Durée quotidienne de travail), du chapitre IX (Aménagement du temps de travail et temps de repos), du titre II (Durée et aménagement du temps de travail et temps de repos) tel que créé dans la convention collective précitée par l'avenant n° 11 susvisé est étendu sous réserve de l'application de l'article R. 715-3 du code rural, qui fixe les règles de dépassement de la durée maximale quotidienne.

L'article 34 de la convention collective susvisée (Repos compensateur de remplacement), du chapitre IX (Aménagement du temps de travail et temps de repos), du titre II (Durée et aménagement du temps de travail et temps de repos) tel que créé dans la convention collective précitée par l'avenant n° 11 susvisé est étendu sous réserve de l'application du huitième alinéa (1<sup>o</sup>) de l'article R. 713-47 du code rural, qui prévoit les modalités de décompte des droits acquis par le salarié.

Le cinquième alinéa de l'article 36-3 de la convention collective susvisée (Amplitude de la modulation), du chapitre IX (Aménagement du temps de travail et temps de repos), du titre II (Durée et aménagement du temps de travail et temps de repos) tel que créé dans la convention collective précitée par l'avenant n° 11 susvisé est étendu sous réserve de l'application du deuxième alinéa de l'article L. 713-17 du code rural, qui prévoit les modalités de traitement des heures de dépassement de la limite haute de modulation.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail  
chargé de la sous-direction  
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/36, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.